



Quatrième rencontre nationale des luttes de l'immigration dédiée au cinquantième de l'indépendance de l'Algérie et aux luttes anticoloniales

Echirolles

10 et 11 novembre 2012

Conclusions et orientations

L'HEURE N'EST PLUS AUX HESITATIONS : LE DEVOIR DE S'ORGANISER COLLECTIVEMENT

Les événements qui ont secoué le monde et la France ces derniers mois annoncent pour l'immigration, ses enfants et les quartiers populaires, une aggravation de leurs conditions matérielles d'existence, une stigmatisation encore renforcée sur la base d'un discours sécuritaire et islamophobe, une mise sous surveillance grandissante des résistances issues de ces quartiers, un racisme de plus en plus ouvert et offensif comme en témoigne l'émergence du discours sur le « racisme anti blanc » qui n'est rien d'autre qu'une couverture du racisme réel, institutionnel et systémique, une remise en cause des droits comme en témoigne les attaques dont sont victimes les Chibanis et un abandon de la revendication du droit de vote aux résidents étrangers sous la pression de la droite et de l'extrême-droite.

Face à ces attaques présentes et à venir nous présentons un front désuni, un éparpillement des forces militantes de l'immigration et des quartiers populaires, un repli des militants sur leurs sphères locales et/ou sur des luttes spécifiques, des divisions entravant les dynamiques communes portants plus que jamais urgentes, une invisibilité sociale et politique sans précédent depuis plusieurs décennies et surtout une incapacité à fédérer, structurer et organiser des quartiers populaires dont les habitants se paupérisent, sont stigmatisés et discriminés.

La situation des quartiers populaires et de leurs habitants en dégradation permanente depuis plusieurs décennies est tellement grave, qu'elle donne naissance à une violence destructrice retournée contre soi et les siens. Cette violence est à son tour instrumentalisée par le discours médiatique et politique dominant pour renforcer encore la stigmatisation de ces quartiers et de leurs habitants. La colère légitime des habitants des quartiers populaires est orpheline de cibles politiques du fait de la carence d'organisation.

Certes cette réalité n'est pas nouvelle mais un seuil qualitatif a été franchi ces derniers mois sur tous les plans : Pauvreté et précarité, désespoir d'une partie de notre jeunesse, dégradation des rapports sociaux entre habitants du fait de cette situation sociale, stigmatisation sous la double forme articulée de l'islamophobie et des discours sur un « ennemi de l'intérieur » et sur le « racisme anti-blanc », multiplication des plaintes contre des militants, actions répressive contre les Rom autorisant des tendances au Pogrom, etc.

Face à ces situations chacun est appelé à prendre ses responsabilités. Nous pouvons rester divisés et continuer les luttes intestines sur tel ou tel désaccord mais cela conduit inévitablement à une absence de riposte

collective. Nous pouvons tous continuer à agir dans notre sphère locale et sur des luttes partielles toutes légitimes mais il ne faut pas nous mentir à nous même, le résultat est inévitablement une absence de visibilité nationale pourtant incontournable pour défendre les intérêts des quartiers populaires. Nous pouvons persévérer à attendre des drames pour dans le deuil retrouver quelques velléités d'actions retombant ensuite par l'action du temps qui passe.

Nous pouvons maintenir ces postures ou au contraire avoir collectivement et modestement le sursaut qu'exige la situation des immigrations et des quartiers populaires. Nous pouvons céder au sentiment d'impuissance produit par les choix économiques, politiques, sociaux et idéologiques nationaux ou au contraire nous donner les moyens d'apparaître vite et massivement sur une question qui engage notre avenir. Ces questions ne manquent malheureusement pas. Sans être exhaustif abordons quelques unes de ces questions sur lesquelles l'absence de visibilité nationale est politiquement dramatique pour les immigrations et les quartiers populaires.

LA SITUATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DES QUARTIERS POPULAIRES : UN DÉSASTRE SOCIAL ET HUMAIN

Un chômage deux à trois fois supérieur à la moyenne nationale et encore plus importants pour notre jeunesse, des discriminations racistes massives qui privent d'espoirs pour l'avenir une partie de plus en plus importante des enfants de l'immigration, des attaques contre les services publics qui sont pourtant indispensables à la survie dans nos quartiers, une rigueur annoncée qui touchera encore plus les plus démunis, etc. La crise ne l'oublions pas ne touche pas indifféremment tous les habitants de France. Elle aura compte-tenu des choix nationaux fait aujourd'hui d'abord un effet d'appauvrissement des plus pauvres, de précarisation des plus précaires, d'abandon public des plus abandonnés.

La quotidienneté dans nos quartiers est faite de jeunes qui se détruisent et d'autres qui tentent de résister à un système de contraintes leur laissant de moins en moins de perspectives, de factures qui s'accumulent et d'un jonglage permanent avec les échéances pour éviter l'arrivée des huissiers, le cumul d'intérim, de petits boulots au noir et de contrats aidés ne permettant aucune projection dans le futur, du spectacle de membres de la famille, d'amis, de voisins qui sombrent, de rapports sociaux qui se dégradent, etc. De surcroît ces épreuves quotidiennes se déroulent en entendant en permanence des discours insultants sur les quartiers et leurs habitants et de comportements humiliants de la part de certaines forces de polices dont le contrôle au faciès n'est que la forme la plus apparente. Enfin lorsque cette situation intenable débouche sur des explosions de révolte collective c'est une nouvelle fois la stigmatisation qui est au rendez-vous.

Une telle situation mériterait une action nationale commune, massive, visible et incontournable.

LE DROIT DE VOTE AUX RÉSIDENTS ÉTRANGERS : UNE QUESTION DE DIGNITÉ

Cette vieille revendication de nos concitoyens résidents étrangers est une nouvelle fois menacée d'être renvoyé aux calendes grecques sous la pression de la droite et de l'extrême droite. Alors qu'il est désormais une réalité dans de nombreux pays européens, on entend des leaders du PS déclarer que le moment n'est pas opportun. C'est l'absence de ce droit de vote qui conduit à une sous-estimation du vote des classes populaires puisqu'une partie non négligeable de celles-ci est exclue de la France politique et du droit de cité. C'est ce déni de citoyenneté qui permet à la droite et à l'extrême-droite de développer ses thèmes sans courir le risque d'être sanctionnées lors des scrutins locaux. En réalité l'attachement à une citoyenneté limitée à la nationalité n'est rien d'autre que la défense d'une citoyenneté à plusieurs vitesses c'est à dire que l'institutionnalisation d'une inégalité des droits. La seule citoyenneté compatible avec l'égalité est celle qui est unitaire c'est à dire qui est basée sur la résidence.

Certains avancent l'excuse de la réciprocité pour justifier leur opposition au droit de vote pour les résidents étrangers. Nous voici ainsi transformés en marchandise dont le sort dépend du bon vouloir de deux Etats. Accepter l'argument de la réciprocité revient à attendre une décision simultanée de tous les pays. Si cette logique était appliquée aux autres droits nous aurions une régression généralisée. Il ne faudrait pas accorder le droit de se syndiquer à ceux venant d'un pays dictatorial au prétexte qu'il n'y aurait pas réciprocité par exemple.

D'autres à gauche souligne encore une fois que les esprits ne sont pas mûrs et que les français ne sont pas prêts. Si un tel argument avait présidé lors de la décision d'abolir la peine de mort, la guillotine fonctionnerait encore. Les arguments ne sont pas neufs. Ce qui est nouveau en revanche est que le débat se déroule sans les premiers concernés. Les prises de paroles se sont multipliés ces derniers mois pour s'opposer au droit de vote, pour considérer que le moment n'est pas opportun, pour appeler à la patience et même pour nous dire que l'immigration n'exigeait pas ce droit, etc. Nous sommes les seuls à être restés silencieux du fait des raisons évoquées au début de ce texte.

Une manifestation nationale massive devrait être aujourd'hui une priorité de tous ceux qui sont attachés à l'égalité.

L'ISLAMOPHOBIE ET LE DISCOURS SUR LE « RACISME ANTI BLANCS » : UNE HUMILIATION PROGRAMMÉE

Les caricatures de Charlie Hebdo ne sont qu'un nouvel épisode d'un feuilleton diffusé depuis plusieurs décennies. Les épisodes sont de plus en plus fréquents et de plus en plus agressifs. Ces caricatures sont dans les faits de véritables clichés dignes des guerres de religion du moyen-âge. Le but réel est évident : opérer une diversion par rapport aux véritables questions

que sont les problèmes économiques et sociaux qui secouent la société française. Quant à la fameuse liberté d'expression elle est à double vitesse. Liberté d'insulter pour les uns et interdiction de manifester contre ces insultes pour les autres, liberté pour les dominants de diffuser dans la presse leur vision du monde et absence d'accès aux médias pour les opprimés, les milieux populaires, les exploités. Certains invoquent le droit au blasphème mais ici aussi la logique est celle de la double vitesse. Personne n'a crié à la défense du droit au blasphème quand les photos des seins nus de la compagne du prince d'Angleterre ont été retirées illico-presto. De même, il existe à juste titre des lois interdisant de porter atteinte à la « Shoah » (qui est rappelons le un terme biblique) ou à l'« Holocauste » (qui est un terme évangélique). En fait sous couvert de laïcité, de droit au blasphème et de liberté d'expression c'est depuis plusieurs décennies une religion précise qui est visée, une partie des citoyens de France précise qui est insulté par les islamalgames. C'est bien une islamophobie généralisée qui tente de se construire pas à pas.

La même logique est à l'œuvre avec le développement de la campagne sur l'existence d'un « racisme anti blancs » en France. Les objectifs sont également les mêmes : construire une partie de notre société comme dangereuse, comme constituant un « ennemi de l'intérieur » à surveiller et à réprimer. Mettre sur le même plan un racisme systémique et institutionnel (celui qui touche les immigrés et leurs enfants) et des réactions individuelles (les fameux « racisme anti blancs ») c'est dans les faits renforcer ce racisme réel qui touche les immigrés et leurs enfants français. Une telle analogie est injustifiable mais surtout ramène le débat du champ politique (les décisions politiques qui s'imposent pour une égalité réelle) où il se situe au champ moral (les rapports entre les individus). Le ministre de l'intérieur Valls prétend même donner comme solution au problème des rapports entre police et milieux populaires Le vouvoiement. Aborder cette question politiquement comme résultat du racisme institutionnel et systémique c'est exiger non pas le vouvoiement mais une action concrète contre le contrôle au faciès.

Le thème n'est pas nouveau. Frantz Fanon le critiquait déjà en expliquant son apparition comme arme contre les revendications des colonisés. Lors des manifs sur le CPE ce faux concept est également brandi pour empêcher la convergence entre jeunes des quartiers populaires et les autres lycéens.

Bien sur que des conflits « communautaires » existent. Ils sont le résultat non pas d'une « culture », d'une « non- intégration », d'une « carence éducative » ou d'une religion, mais d'une division entretenue par les politiques publiques, les débats médiatiques et les thématiques dominantes des principaux partis politiques. On ne peut mettre sous le même rapport l'exaspération d'un jeune maghrébin ou noir (français

dans la majorité des cas) en chômage et qui aspire aux mêmes droits que les jeunes « blancs », et l'exaspération d'un chômeur « blanc » qui croit qu'il est prioritaire en vertu d'une supériorité de race, de nationalité du fait des idéologies dominantes diffusées par l'extrême-droite et reprise largement dans d'autres partis. Le fait qu'une organisation comme le MRAP reprenne à son compte l'affirmation de l'existence d'un « racisme anti blancs » est significatif de la gravité de la période.

Sur cette question également une réponse collective et visible est urgente.

LE RETOUR DES GUERRES COLONIALES ET L'IMPLICATION FRANÇAISE

Après l'Irak, l'Afghanistan, la Lybie, voilà que l'on prépare les esprits à une intervention en Syrie. Les mêmes qui ont massacrés les peuples irakiens, afghan, libyens, les mêmes qui protègent le colonialisme sioniste et les régimes monarchiques arabes réactionnaires, les mêmes qui ont portés à bout de bras les Moubarak et Ben Ali, préparent de nouvelles guerres coloniales. La campagne médiatique nous ressert le même leitmotiv : aller au secours des peuples qui se révoltent, accompagner la démocratie, libérer les femmes, arrêter les massacres, etc. L'objectif stratégique est également à chaque fois le même : mettre en place des marionnettes entièrement inféodées aux intérêts des puissances impérialistes, redessiner la carte des pays producteurs de matières premières pour les faire éclater en plusieurs entités plus contrôlables. Aux anti-impérialistes hésitants développant des analyse en terme de « ni-ni » ou de « oui mais », nous devons rappeler qu'il ne peut y avoir d'émancipation qui soit imposée de l'extérieur. Se sont les peuples eux-mêmes qui feront leur avenir si nous voulons que celui-ci ait une signification de progrès.

Compte tenu d'un très large consensus construit depuis plusieurs années, il n'y aura pas de mobilisation consistante contre les prochaines guerres si nous n'en prenons pas l'initiative.

Ces quelques questions suffisent à souligner l'urgence de la situation. Il ne s'agit pour répondre à ces questions de prétendre nous unifier sur tous les détails et d'appeler chacun à renoncer à ses analyses. En revanche il est urgent d'apparaître en commun afin d'assurer une visibilité dans le débats et le rapport des forces national. Ne pas le faire quelque soit les raisons invoquées conduit à instaurer deux logiques :

La première concerne l'ensemble de la société française et est résumée par une internaute de la façon suivante :

« Ils sont venus chercher les jeunes de banlieue: j'ai approuvé, ce sont des voyous. Ils sont venus chercher les gens du voyage: normal ce sont des voleurs de

**Le choix est clair :
Etre spectateur
dominé ou acteur
collectif faisant
son histoire**

poule. Ils sont venus chercher mon voisin: normal ses parents sont nés au Mali. Ils sont venus chercher le copain de ma fille: normal ses grands-parents sont nés en Algérie. Ce matin on a tapé à ma porte. Je ne me souviens plus du lieu de naissance de mes grands-parents. »

La seconde concerne l'immigration et ses enfants :

« Ils sont venus chercher les sans-papiers : j'ai approuvé j'avais des papiers ; Ils sont venus chercher les jeunes en révolte de la cité : normal ils exagèrent. Ils sont venus prendre des manifestants contre l'islamophobie: je trouve que ce n'est pas le problème principal. Ils sont venus chercher les opposants à la guerre en Syrie: je ne me sentais pas concernés car j'avais un petit point de désaccord. Ce matin on a tapé à ma porte et j'ai compris mais il était trop tard. »

Le choix est clair : Etre spectateur dominé ou acteur collectif faisant son histoire.

Les participants
aux quatrièmes rencontres
nationales des luttes
de l'immigration ont pris
les décisions suivantes :

Organiser rapidement la formation politique de ses militants

Poursuivre l'implantation du Front dans d'autres régions

Réagir immédiatement contre toute nouvelle intervention militaire impérialiste que celle-ci concerne le Mali, la Syrie ou l'Iran

Prendre une place active dans la campagne de soutien aux deux Saïd

Prendre l'initiative d'une manifestation nationale pour le droit de vote aux résidents étrangers

Renforcer les actions initiées par les collectifs et associations de soutien à la Palestine, aux Sans-Papiers, aux Roms, contre les crimes racistes et sécuritaires, pour le respect des droits des Chibanis

Préparer immédiatement les 5^{èmes} rencontres pour en faire un pas qualitativement nouveau dans l'organisation et la mobilisation des immigrations et des quartiers populaires

RE
P
O
I
D
E